

LUNEL, TRENTE ANS DE RENONCEMENT

Depuis le milieu des années 80, les pouvoirs publics ont refusé de voir la montée de l'islamisme dans cette petite ville où une vingtaine de jeunes ont fini par rejoindre Daech. PAR PATRICIA NEVES

Entre 2013 et 2014, une vingtaine de jeunes originaires de Lunel, dans l'Hérault, sont partis rejoindre les rangs de Daech en Irak et en Syrie. Des garçons et des filles à peine sortis de l'adolescence, comme Sabri, 18 ans, ou encore son grand frère Houssein, de six ans son aîné, et sa femme, Maeva. Aujourd'hui, quatre ans après les premiers départs, dans cette commune de 25 000 habitants où tout le monde se connaît, les familles comptent encore leurs morts. L'islamisme n'est pourtant pas apparu en 2013. Longtemps les pouvoirs publics ont refusé de voir que la petite ville, située non loin des circuits idylliques de la Camargue, sombrait peu à peu dans un repli identitaire et religieux. « *Tout commence dans les années 80* », racontent les journalistes Jean-Michel Décugis et Marc Leplongeon, auteurs du *Chaudron français**, récit fouillé et intime « *d'un renoncement politique et social* ».

“NAÏVÉTÉ GAUCHISTE”

A mi-chemin entre Nîmes et Montpellier, écrivent-ils, Lunel devient alors une plaqué tournante de la drogue. A l'époque, les trafics focalisent toutes les attentions. Et quand les figures locales du Tabligh – un courant ultrarigoriste musulman fondé en Inde – en charge de la salle de prière, sont parties à la rencontre des populations pour les aider à régler leurs problèmes de toxicomanie ou d'échec scolaire, « *tout le monde était très content* ». « *Des missions importantes de santé publique, d'éducation ont dès lors été déléguées* », regrette Jean-Michel Décugis, un enfant du pays. Accusé de clientélisme électoral, l'ancien maire socialiste de la commune,



Claude Barral, 70 ans, élu de 1989 à 2001 en partie grâce aux votes des électeurs issus de l'immigration, reconnaît aujourd'hui une forme de « *naïveté gauchiste* ».

« *A cela s'ajoute la déception née de la marche des Beurs, poursuit Jean-Michel Décugis. A Lunel comme ailleurs, malgré l'accession de la gauche au pouvoir et la proximité entre François Mitterrand et les responsables de SOS Racisme, toute une jeunesse, née en France, qui militait pour l'égalité des chances, n'a pas été intégrée ni représentée au sein de l'élite et des municipalités.* » Un terreau fertile pour les cellules islamistes nouées par la suite, à la fin des années 90, notamment dans le sillon du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien. Pendant de longues années, elles ont discrètement œuvré sous l'œil impuissant des services de renseignements français. A Lunel, un imam algérien soupçonné de sympathie à l'égard du GSPC, un certain Nouar Karoune, identifié très tôt par la DST, expulsé pour ses

prêches violents, est ainsi parvenu à revenir vivre dans l'Hexagone, à Montpellier, où il est désormais assigné à résidence. « *Jusqu'en 2015, le religieux avait encore ses entrées à Lunel, mais également à la salle de prière d'Agde, où il tenait sans être inquiété les prêches du mardi et du vendredi soir* », alertent Jean-Michel Décugis et Marc Leplongeon.

Dans ce « *chaudron français* », les ingrédients d'hier et d'aujourd'hui continuent donc de se mélanger, concluent les auteurs, sur fond d'« *apartheid territorial, social et ethnique* », de « *complaisance de certains religieux* » – à la mosquée Al-Baraka de Lunel ils ont dans un premier temps cautionné le djihad de leurs jeunes –, « *mais aussi de déni* ». Pendant ce temps, l'actuel maire de Lunel, Claude Arnaud, 75 ans, sans étiquette, probable candidat à un quatrième mandat, mène un projet de grande ampleur (autour de 8 millions d'euros). Son but ? Rénover... les arènes pour les fans de taoumachie. ■

* Grasset, 234 p., 18 €.

REPLI IDENTITAIRE ET RELIGIEUX

Pendant de longues années, les cellules islamistes ont œuvré discrètement auprès des populations aux prises avec des problèmes de toxicomanie et d'échec scolaire. « *Des missions importantes de santé publique, d'éducation ont dès lors été déléguées* », regrette le journaliste Jean-Michel Décugis.